

Comment Facebook protège Israël

Par Tamara Nassar – The Electronic Intifada – 15 mars 2018



Des journalistes palestiniennes protestent contre le blocage persistant des comptes palestiniens par Facebook, à Gaza ville, le 5 mars. (Ashraf Amra APA/Images)

Les autorités israéliennes exercent des pressions sur Facebook pour qu'il se plie davantage à leurs exigences.

Plus tôt ce mois-ci, les membres de la Knesset, le parlement israélien, ont débattu de la façon de supprimer les contenus qu'ils désapprouvent sur les sites des médias sociaux.

L'un des objectifs est d'amener Facebook à interdire les photos d'Ahmad Nasser Jarrar, ce Palestinien exécuté de façon extra-judiciaire par l'armée israélienne en février. Des organisations de défense des droits de l'homme ont conclu que les soldats avaient cherché à tuer plutôt qu'à arrêter Jarrar qu'ils suspectaient d'avoir tué, par balle, un colon israélien en Cisjordanie occupée.

Uri Maklev, un parlementaire israélien, a affirmé qu'il existe une « *corrélation entre les réseaux sociaux et les opérations de terrorisme* », que « *Facebook est responsable de ce qui se fait sur sa plate-forme* » et qu'il doit « *tout faire pour supprimer de tels contenus* ».

Selon le bureau du procureur général d'Israël, le gouvernement israélien demande qu'une moyenne de 12 000 contenus soit supprimée de Facebook, chaque année.

Cette information a été relayée par Itai Gohar, représentant le département de cybernétique au bureau du procureur général, lors du récent débat à la Knesset.

Gohar ajoute que Facebook ne se plie qu'à « *seulement* » 85 % des instructions du bureau du procureur général. Le taux de réponse est de quelques heures « *pendant les périodes d'escalade de la sécurité* », et de 24 heures autrement.

Cette affirmation laisse penser que Facebook travaille en faveur de l'appareil de sécurité d'Israël.

Une contradiction

Cependant, les affirmations du bureau du procureur général viennent en contradiction directe avec les rapports de transparence de Facebook, lesquels sont disponibles sur son site.

La documentation de Facebook révèle que les contenus supprimés à la demande du gouvernement israélien s'élèvent en moyenne à environ 550 éléments de contenu chaque année. C'est beaucoup moins que les chiffres avancés par les autorités israéliennes.

Selon Facebook, le nombre d'éléments de contenus supprimés à la demande du gouvernement israélien est de 113 pour le second semestre de 2013. Il descend à 30 pour toute l'année 2014, et remonte à 431 pour 2015.

Le nombre de suppressions atteint 1623 en 2016, selon les

données de Facebook. Et pour le premier semestre 2017, il est de 472.

Facebook a déclaré l'an dernier que la principale raison pour laquelle il réduisait l'accès à certains articles à la demande d'Israël était que les messages en question encourageaient le déni de l'Holocauste.

Cette donnée démontre que l'une des données avancées est inexacte, soit celle des rapports de transparence de Facebook, soit celle du bureau du procureur général d'Israël. La donnée présentée par l'un des deux ne peut pas être exacte.

« *Un autre visage de l'occupation* »

Des journalistes palestiniennes ont organisé une manifestation à Gaza ville le 5 mars, pour protester contre le blocage persistant par Facebook des comptes palestiniens.

Les manifestantes tenaient une banderole sur laquelle il était écrit, « *La collaboration de Facebook avec Israël transforme la plate-forme de médias sociaux en une autre facette de l'occupation* », et elles utilisaient le hashtag "[#FBfightspalestine](#)" sur les médias sociaux.

En 2016, Israël a conclu un accord avec Facebook. Selon cet accord, Facebook accepte de collaborer en surveillant ce qu'Israël prétend être « *une incitation* » de la part des Palestiniens.

Et c'est depuis, que le nombre de messages palestiniens supprimés par Facebook à la demande du gouvernement israélien a augmenté. Certains organes de presse palestiniens sont empêchés de publier sur la plateforme.

Mais pendant que les Palestiniens sont soumis à une censure accrue, c'est par grand nombre que les Israéliens utilisent Facebook pour publier des posts racistes.

Un message sur neuf postés sur Facebook concernant les

Palestiniens contient un appel à la violence, selon une nouvelle étude menée par le groupe de campagne palestinien 7amleh.

Un nouveau message contenant une incitation contre les Palestiniens est téléchargé toutes les 71 secondes, a calculé le groupe.

L'étude révèle également que le nombre de groupes et de pages Facebook de la droite israélienne contre les Palestiniens a augmenté de façon spectaculaire en 2017.

Le rapport dénonce qu'alors que « *Facebook intensifie ses efforts pour suspendre, supprimer et interdire des comptes et des pages de Palestiniens au prétexte d' 'incitation', le géant des médias sociaux développe sa plate-forme pour une incitation israélienne* ».

La violence israélienne en ligne est tout particulièrement dirigée contre les responsables politiques palestiniens. Ahmad Tibi et Haneen Zoabi, deux membres palestiniens de la Knesset, font régulièrement l'objet de menaces violentes sur Facebook.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)